

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
18 décembre 2013  
Français  
Original : arabe

**Assemblée générale**  
**Soixante-huitième session**  
Point 110 de l'ordre du jour  
**Mesures visant à éliminer le terrorisme  
international**

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-huitième année**

**Lettres identiques datées du 16 décembre 2013, adressées  
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité  
par le Représentant permanent de la République arabe  
syrienne auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur ce qui suit :

Le mercredi 11 décembre 2013, des groupes terroristes affiliés au Front el-Nosra et à ses alliés du Liwa el-Islam ont perpétré un massacre dans la localité de Adra al-Ummaliya, Rif Dimachq, une zone paisible peuplée de résidents locaux et de personnes déplacées venant de différentes régions voisines, lequel vient s'ajouter à la liste des massacres et des crimes que les groupes terroristes armés commettent contre des civils innocents dans nombre de villes et villages syriens. Selon les informations reçues et les renseignements recueillis auprès de personnes qui se trouvaient dans la ville, des groupes appartenant au Front el-Nosra, qui est affilié à Al-Qaida, ainsi que leurs alliés du soi-disant Front islamique, ont perpétré un massacre sanglant contre la population civile de la ville, tuant plus d'une centaine de personnes dont plus de la moitié ont été égorgées au couteau. Selon les informations disponibles, la tuerie s'est produite dans un endroit appelé Souq Yawm al-Sabt. Une excavatrice a été utilisée pour creuser, à proximité du club sportif, une grande fosse dans laquelle les dépouilles des victimes ont été jetées. Au nombre de celles qui ont été identifiées, on citera les personnes suivantes : Tariq al-Farawi (ouvrier), Ivan al-Farawi (employé), Mahir Al-Farawi (travailleur indépendant), Hasan Makhoulf (travailleur indépendant), George Makhoul (médecin), Jihad Makhoulf (officier), Ammar Mostafa (travailleur indépendant) Mohieddine Baarini (travailleur indépendant), Malek Iskandar Saleh (et tous les membres de sa famille) ainsi que le médecin de garde du dispensaire médical et le maire de la ville.

Par ailleurs, selon d'autres informations, les terroristes ont incendié des maisons appartenant à des fonctionnaires de la ville, et ont exécuté certains de ces agents dont ils ont ensuite mutilé les dépouilles. En outre, ils ont maintenu d'autres personnes en captivité dans la boulangerie de la ville qu'ils avaient au préalable



truffée d'explosifs et ont volé des dizaines de tonnes de farine et de blé destinées à la population locale. Les groupes terroristes armés ont aussi enlevé de nombreux civils qu'ils ont conduits, à bord de quatre camions, vers une destination inconnue. Ils ont également capturé d'autres habitants de la ville et les ont enfermés dans les sous-sols d'habitations pour s'en servir comme boucliers humains.

Cette tuerie – qui est la dernière d'une série d'atrocités perpétrées par des groupes terroristes armés, en l'occurrence le Front el-Nosra, affilié au réseau Al-Qaïda, et ses alliés, les soi-disants Front islamique et Liwa el-Islam qui, depuis le tout début de la crise, sont soutenus par certains États bien connus – s'est produite après que la République arabe syrienne eut tiré la sonnette d'alarme en appelant l'attention sur une multitude d'indices et d'éléments inquiétants dans de nombreuses lettres adressées à l'Organisation des Nations Unies. L'aspect le plus préoccupant est la poursuite des campagnes de recrutement d'éléments armés hostiles à la Syrie menées par le truchement de médias financés par l'Arabie saoudite et par le Qatar et par la voie de fatwas takfiristes wahhabites incitant à la sédition et au meurtre sur le territoire syrien. À ces agissements viennent s'ajouter les appels que Ayman al-Zawahiri a lancés aux organisations affiliées à Al-Qaïda pour leur demander de se rendre en Syrie en vue de déstabiliser et de saigner à blanc ce pays au moyen d'actes de terrorisme et d'attentats-suicides dont les auteurs, des terroristes venus de plus de 80 pays, sont incités par des lavages de cerveau et des fatwas d'extrémistes wahhabites à commettre des crimes du type de ceux qui sont décrits plus haut. La République arabe syrienne souligne que l'aspect le plus dangereux de cette politique d'incitation au terrorisme qui est le fait du régime saoudien, lequel agit en violation des résolutions internationales pertinentes, est le suivant : les responsables saoudiens se vantent ouvertement et en toute impudence, dans des déclarations publiques, de l'appui, des fonds et des armes qu'ils fournissent à des membres d'Al-Qaïda et d'organisations affiliées auxquels ils font suivre un entraînement militaire dans des pays voisins de la Syrie pour les envoyer ensuite commettre en territoire syrien des actes terroristes qui visent à provoquer des affrontements communautaires et confessionnels.

La semaine dernière, la République arabe syrienne a recueilli de très nombreux éléments de preuve attestant que le régime saoudien est, de par ses livraisons d'armes et son aide financière, lourdement impliqué dans la vague de terrorisme qui sévit en Syrie, et que le régime au pouvoir en Turquie est lui aussi complice de ces actes criminels dans la mesure où il donne refuge à des terroristes venus du monde entier, les entraîne et les aide à franchir la frontière pour aller perpétrer leurs forfaits en Syrie. Aussi la République arabe syrienne attend du Conseil de sécurité qu'il s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en donnant effet à ses résolutions contraignantes qui interdisent le terrorisme, la fourniture de tout appui, quelle qu'en soit la forme, à ce type de crime, notamment le fait d'abriter et de financer leurs auteurs, et d'inciter à la commission d'actes terroristes.

Tout en insistant sur le danger que représente le phénomène du terrorisme et en soulignant que la communauté internationale doit redoubler d'efforts pour combattre cette menace, quel que soit l'endroit ou le moment où elle survient, la République arabe syrienne tient à exprimer sa surprise face à la politique du manifeste du deux poids deux mesures suivie par des États qui, de par leur statut de membre permanent du Conseil de sécurité, ont la responsabilité de s'abstenir de soutenir le terrorisme en Syrie. Il faudrait aussi que ces États apportent une contribution plus efficace à la lutte contre les groupes armés terroristes et les États et entités qui les soutiennent,

ainsi qu'à l'action menée pour amener ces groupes, États et entités à répondre des crimes qu'ils ont commis contre les civils syriens, de leurs violations flagrantes des résolutions du Conseil de sécurité relatives à la lutte antiterroriste ainsi que du mépris dont il font montre envers le consensus international consacré par les très nombreuses conventions qui interdisent le terrorisme, son financement, le fait de lui prêter appui ou d'inciter à la commission d'actes terroristes.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 110 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Bashar **Ja'afari**

---